

CE SERAIT COMME SI J'ÉTAIS CANDIDAT À LA TÊTE DU F.M.I.!



## RANGÉ DES VOITURES

Pour éviter les bouchons, la ville de Toulouse mise sur un procédé de haute technologie (« Le Monde », 16/9) : « Des capteurs placés sous le bitume détectent si une voiture est garée ou non et communiquent l'information à un central de gestion. » L'info est ensuite accessible par téléphone portable à tous les automobilistes du quartier qui cherchent des places libres. C'est beau !

Dire que sans satellites autour de la Terre on ne pourrait même pas aller acheter son pain en voiture !

## C'EST DENGUE !

Alerte à Nice, où ont été signalés deux cas de dengue, contractée en France et non pas à l'étranger. Contre le moustique « tigre », également vecteur du chikungunya, l'Entente interdépartementale de la dé-moustication (sic) du Var « a mis en place une centaine de pièges-pondeurs dans les villes en pour-tour des zones contaminées » (« Le Monde », 16/9).

Pas de panique ! Il paraît que le « tigre » Christian Estrosi, champion local de la vidéosurveillance, va équiper toutes les flaques d'eau de caméras.

## Faute de place, pas de placements pour les mineurs délinquants

PAS de place. Nulle part où envoyer ce jeune racketteur, ces deux ados « très difficiles » ou ce petit dealer... C'est le bilan d'une semaine du mois d'août au tribunal pour enfants de Créteil (Val-de-Marne). Tous auraient dû être placés dans des foyers. Tous ont été rendus à leurs parents, voire à une grande sœur de 20 ans. Faute de mieux. « Autrement dit, je ne sers à rien », constate Catherine Sultan, présidente du tribunal pour enfants de Créteil et présidente de l'Association des magistrats de la jeunesse : « Je dis aux mineurs "Je veux vous placer en foyer, mais je n'en trouve pas, donc vous repartez avec votre père"... C'est totalement incongru ! »

Des difficultés, la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) en a toujours connu, mais elles ont empiré depuis une loi de 2007 transférant la charge de l'enfance en danger aux départements, tandis que l'institution a été priée de se centrer sur les mineurs délinquants.

Foyers d'accueil éducatif, centres de placement immédiat, ont diminué de « près de la moitié », note la défenseure des enfants, en juin dernier : « Cette tendance à la diminution du nombre de places est générale. » Rien qu'en Ile-de-France trois structures d'accueil « diversifiées » ont fermé... « L'orientation pénale de la PJJ constitue une généralisation décidée avant même une évaluation ou un bilan un tant soit peu rigoureux... », en a conclu la Cour des comptes.

A la chancellerie, même si l'on reconnaît « des problèmes dans les grandes villes, surtout en Ile-de-France... », on vante des taux d'occupation dans les foyers oscillant entre 61 et 90 %, « ce qui laisse de la marge ».

« Ça ne veut rien dire, rétorque Michel Faujour, du Syn-

dicat national des personnels de l'éducation et du social (SNPES-PJJ), la capacité d'un foyer est de 12 mineurs, mais il est parfois impossible d'en accueillir plus de 8, sous peine de bouleverser un équilibre de vie collective déjà fragile... »

De toute façon, les budgets sont en baisse, les effectifs aussi, passant de 8 951 temps-plein en 2009 à 8 618 cette année « pour une poursuite de l'optimisation des ressources humaines », est-il pudiquement écrit dans le projet de loi de finances, le gros des crédits étant absorbé par les prisons pour mineurs et les centres fermés.

« Nous finissons par chercher n'importe quelle solution à tout prix, relève Catherine Sultan, au risque de provoquer chez les mineurs de nouveaux problèmes, voire de nouveaux délits pour finalement aggraver leur cas. »

Moins d'éducateurs, moins de places, moins de moyens... Bof, pas grave, il suffira ensuite d'envoyer les parents d'enfants délinquants au ballon... D. S.

## Les fonds de pension se font subreptices

LS font ça en loucedé : pendant que l'honnête ministre Woerth focalise l'attention sur les 62 ans, ses amis de l'UMP s'activent pour tenter de modifier en profondeur le système des retraites.

La méthode est simple : il s'agit de glisser discrètement dans la loi une poignée d'amendements qui, avantageant la retraite par capitalisation, font les délices du secteur bancaire, lequel a mené un intense lobbying sur la question, par l'intermédiaire de l'AFG (Association française de gestion).

Depuis les réformes Balladur (1993) et Fillon (2003), chacun s'est aperçu que les retraites fondent comme neige au soleil (les « taux de remplacement » baissent), et que ça va continuer. Normal, donc, que le populo soit de plus en plus tenté d'épargner perso pour mettre du beurre dans les épinards de ses vieux jours. Nos amis les banquiers veulent l'y encourager !

Les quatre amendements les plus importants ajoutés au cœur de l'été (d'autres vont suivre) ont notamment pour but, comme vient de le relever le site « miroirsocial.com » (13/9), de donner des ailes au Perco. Le Perco, qu'est acé ? Ce « plan d'épargne collec-

tif pour la retraite », créé par Fillon en 2003, n'est rien d'autre qu'un fonds de pension à la française. Il a pour but affiché de permettre au salarié de compléter sa retraite de base. Chaque employeur peut d'autorité en mettre un en place. Apparemment, c'est tout bénéfice : l'employeur met au pot et le salarié aussi, du moins s'il en a les moyens (pour l'instant, ce sont surtout les cadres qui y mettent de leur poche). Mais ce soudain accès de générosité patronal a son revers : les gars, j'abonde vos Perco, ne comptez pas qu'en plus je vous augmente ! Résultat : gel des salaires en perspective, et c'est autant de cotisations perdues pour le régime général...

Les quatre amendements subreptices ? L'un favorise la diffusion du Perco aux PME, alors qu'il n'était jusqu'ici utilisé que par les grandes entreprises ; le deuxième énonce que la moitié des sommes attribuées au titre de la participation sera automatiquement affectée au Perco, sauf décision contraire du salarié. D'après le troisième, les entreprises offrant une retraite chapeau à leurs dirigeants devront offrir un produit d'épargne retraite collectif à tous

leurs salariés (et ainsi les apparences d'équité seront sauves). Et le dernier permet à ceux qui n'ont pu prendre leur RTT de verser l'équivalent sur leur Perco. Si après ça les salariés ne sont pas tentés...

En fait, ils le sont déjà : l'an dernier, ils ont versé pas moins de 12 milliards d'euros pour leur retraite par capitalisation, contre 230 milliards pour le régime général. C'est peu ? Non, c'est déjà beaucoup, et ça grimpe à toute allure. Le plus drôle est qu'ils se lancent là-dedans alors que chacun a pu constater les effets désastreux du krach sur des millions de retraités américains et anglais dont les retraites se sont effondrées à cause des fonds de pension (les rendements ont chuté de 35 % dans la zone OCDE). Comme le note Danièle Karniewicz, présidente CFE-CGC de la Caisse nationale d'assurance-vieillesse : « L'épargne privée n'est pas le système le plus protecteur pour les salariés. Ce qui est le plus sûr, c'est le système de répartition. (...) Or il est en danger, car tout l'environnement communautaire qui façonne l'opinion porte subrepticement la capitalisation, OCDE, Europe, gouvernements européens, patronat, think tanks, publicités multimédias intensives des banquiers et des assureurs » (« Miroir social », 7/6). Et d'ajouter que c'est le flou actuel sur le taux de remplacement qui crée l'angoisse incitant à se prendre une assurance privée, laquelle, affirme-t-elle, « servira une rente dérisoire ». Et soumise aux aléas de la Bourse...

Mais qu'importe ! Plus le « chacun pour soi » avance, plus la solidarité instituée en 1944 par le programme du Conseil national de la Résistance recule, et plus ceux qui lorgnent sur cet énorme gâteau se frottent les mains : ainsi le groupe Malakoff-Médéric, dont le pédégé n'est autre que Guillaume Sarkozy, frère du Président, s'apprête à lancer en fanfare son offre de Perco... Ça tombe bien !

J.-L. P.

chargé des relations avec l'Église d'Angleterre, a mis les pieds dans le calice en expliquant, à la veille de l'arrivée du pape outre-Manche (« Libération », 17/9) : « Atterrir à l'aéroport d'Heathrow (Londres) donne parfois l'impression d'arriver dans un pays du tiers-monde. » Les Anglais se sont vexés, et le cardinal n'a pu accompagner son patron en tournée. Pour rattraper le coup, Benoît XVI n'a même pas promis que le prochain pape serait pakistanais...

FOOT : LA FRANCE AU 27<sup>e</sup> RANG MONDIAL (CLASSEMENT FIFA)



■ HUGO CHÁVEZ a puissamment exhorté les « gardiennes » de la révolution bolivarienne (« Libération », 18-19/9) : « Mes chères amies, vous devez veiller sur le socialisme, la révolution, la gestion du gouvernement révolutionnaire. Soyez vigilantes... », a déclaré le président vénézuélien à la télévision. A quand le prochain show de Hugo et ses Huguettes ?

■ ANTHONY SHAFER, lieutenant-colonel américain, est en négociation avec le Pentagone, qui veut lui acheter, avant parution, les 10 000 premiers exemplaires de son livre « Operation Dark Heart », consacré à la guerre en Afghanistan. Selon l'armée US, ce livre risque de causer de « graves dommages à la sécurité nationale des États-Unis » (« Le Figaro », 15/9). Avis aux militaires candidats au best-seller : il suffit de raconter les exploits du Pentagone et de se faire acheter tous les exemplaires.

## TOUS UNIS CONTRE LE TERRORISME



## COUPS D'ÉTAT BARRE

### « Donne-moi un vol ce soir, juge ! »

Tribunal de Paris

ENTRE deux dossiers, le juge réfléchit à voix haute : « C'est très bizarre, on ne parle que des Roms dans l'actualité, et nous n'en voyons aucun... J'ai dû avoir une mendiante qui, étrangement, avait signé et relu la procédure alors qu'elle ne parlait pas le français, donc je l'ai libérée... Décidément, c'est bien étrange... A mon avis, les Roms sont renvoyés avant de passer devant nous... - Il y a aussi les retours volontaires ! se récrie l'avocat de la préfecture, un jeune chevelu, faisant sans cesse glisser sa chaise

fort avare de laissez-passer. De même que les Maliens, dont le président refuse de signer le moindre accord de « ré-admission ».

L'AVOCAT d'un Turc présente des feuillets écrits à la main. Ici, pas le temps ni les outils pour taper ou imprimer les mémoires. « Monsieur le Juge, commence l'avocat, la préfecture vous saisit au motif que mon client est démuné de document d'identité. C'est inexact ! En garde à vue, un ami lui a porté son passeport ! - Tiens, dit le juge, voilà qui

## CONFLIT DE CANARD

### Tout va très bien, madame la marquise...

ON nous le serine à tout bout de champ : le consommateur n'a jamais été aussi bien protégé. Il peut avaler sans crainte tout ce qu'on lui met dans l'assiette. Sauf que ce n'est pas vraiment l'impression que donne le dernier rapport européen sur les alertes sanitaires. Chaque année, Bruxelles fait le bilan de tous les produits alimentaires à risques répétés en Europe. Or 2009 a battu tous les records, avec pas moins de 3 274 alertes - dont 557 pour « des risques graves » -, soit un bond de 12 % par rapport à l'année d'avant. Parmi les joyeuses trouvailles : des

Ainsi ces pivoins turcs et ces pêches égyptiennes bourrés d'Oxamyl, un tueur de limaces estampillé « substance hautement toxique », ou encore ce curry indien au Triazophos, un insecticide qui s'attaque au système nerveux, détecté à des niveaux « extrêmement élevés ». Au top 5 des pourvoyeurs de cochonneries : la Chine (avec 345 « notifications d'alerte »), la Turquie (278), les États-Unis (237) et l'Inde (165). Encore les bons côtés de la mondialisation... Mais ne vous faites pas de bile. S'il y a plus d'alertes sanitaires qu'avant,

## Où est ma femme gitane ?

Note d'attention, Caen, 16 septembre

NOUS attirons l'attention sur les faits suivants : le chanteur étranger Leonard Cohen est actuellement en tournée en France. Le premier concert d'une série de cinq s'est déroulé hier au Zénith de Caen. La salle était pleine, soit plus de 4 000 personnes. L'an dernier, nous avions déjà assisté à des concerts de ce chanteur étranger, mais pas une fois nous n'avions été témoins des faits que nous avons relevés hier soir. Le concert dure habituellement



parmi vous qui vient entre eux sera jugé », une clameur qu'on

veiller à ce que dans les circonstances actuelles cet appel